



AFRIQUE/RD CONGO - Suspension des pourparlers de Kampala et dénonciation de la tactique « parler et combattre » du M23 de la part du gouvernement congolais

Kinshasa (Agence Fides) – Le gouvernement de la République démocratique du Congo rejette la responsabilité de la suspension des pourparlers de paix de Kampala (Ouganda) sur le mouvement de guérilla M23. Le 21 octobre, le porte-parole du gouvernement de Kinshasa, Lambert Mende, a annoncé la suspension des colloques en cours dans la capitale ougandaise entre les autorités congolaises et les guérilleros.

Mende a accusé la contrepartie d'utiliser les négociations dans le seul but de gagner du temps, suivant la tactique consistant à « parler et combattre ».

Le porte-parole congolais a dénoncé en particulier le renforcement militaire des rebelles du M23 au travers du transfert au Nord Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo, d'armes et d'hommes, y compris des enfants soldats, provenant du Rwanda. Le gouvernement de Kinshasa a en outre exprimé sa préoccupation suite au transfert à Rutshuru depuis le Rwanda de plus de 2.000 personnes et ce à l'insu du gouvernement de la RDC et du Haut Commissariat aux Nations Unies aux Réfugiés (HCR). « Des sources dignes de foi au Nord Kivu viennent d'identifier parmi ces personnes des sujets rwandais récemment expulsés par la Tanzanie et des officiels rwandais en armes qui les encadrent. Un bon nombre de ces faux réfugiés congolais de retour ont commencé à subir une formation militaire accélérée tandis que les moins aptes (femmes, vieillards et enfants) sont destinés à servir de bouclier humain au M23 dans le cadre de l'offensive projetée » a affirmé Mende.

Pour cette raison, rappelant les différentes concessions accordées par le gouvernement congolais au M23 au cours des négociations, les autorités de Kinshasa ont suspendu les colloques parce que « le M23 ne faisait que relancer, mettant sur la table de nouvelles revendications, souvent irrationnelles ».

Entre temps, l'ONU a annoncé la fin du déploiement au Nord Kivu de la Brigade d'intervention de la Mission des Nations unies en RDC (MONUSCO), qui devrait contribuer à garantir la sécurité de la zone et le désarmement des différentes formations de guérilla qui y opèrent. (LM.) (Agence Fides 23/10/2013)